

Déclaration politique du Parti socialiste des Travailleurs (PST) sur l'élection présidentielle en Algérie

mardi 18 février 2014, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 14 février 2014).

La campagne « anti corruption » déclenchée au printemps dernier et l'aggravation de la maladie de Bouteflika à la veille de la présidentielle ont accéléré la crise du régime. Les deux principales factions au pouvoir, tout en se réclamant du « Bonaparte » par la surenchère du 4ème mandat, se disputent en réalité l'hégémonie dans l'après Bouteflika.

Le compromis de façade qui miroitait une possible succession en douce, affichés depuis la désignation de Sellal à la tête du gouvernement, a volé en éclats cédant la place à une guerre ouverte, symbolisée par Saadani et le général Mediène, où tous les coups semblent être permis. La « monarchisation » absolue du régime par Bouteflika a fini par créer un vide au sein du pouvoir et éliminer l'hypothèse d'une alternative consensuelle permettant l'émergence d'une personnalité de substitution autour de laquelle se cristallise un nouveau compromis. L'évolution de cette crise, qui pourrait s'aggraver, élimine aussi l'illusion d'une auto réforme du régime comme celle de Hamrouche en 1990 et amenuise la possibilité de différer la confrontation au-delà de la présidentielle, en dépit de l'appel de Bouteflika pour cesser les hostilités dans sa lettre de condoléances.

Le cap économique plus libéral insufflé par Sellal, visant à affaiblir le secteur public en vue de son absorption par un secteur privé prédateur local et étranger, traduit l'évolution du centre de décision du régime qui s'est déplacé de l'armée vers le monde des affaires durant la dernière décennie. Les louanges prodiguées par le patronat en direction des mesures économiques de Sellal et les satisfécits délivrés par les puissances impérialistes confortent cette évolution. Pourtant, il s'agit de deux facettes du même système. Loin de remettre en cause le choix libéral rampant depuis les années 80 avec le désastre social qu'il a engendré et l'autoritarisme qui a limité nos libertés, la « guerre » ouverte entre les deux factions a pour but le contrôle du pouvoir qui redistribuera les positions économiques et financières. Il s'agit de savoir qui, des deux factions, bénéficiera demain de l'ouverture du capital de Mobilis, du CPA, et des autres créneaux juteux du secteur public ? Qui profitera de l'argent du pétrole comme l'aurait fait Chakib Khelil avec ses amis et protecteurs ? Qui s'accaparera du foncier et des terres agricoles ? etc.

Cette situation de pourrissement au sein du régime renseigne sur l'absence d'une alternative politique indépendante capable d'imposer le changement et satisfaire les aspirations démocratiques et sociales des masses populaires de notre pays. Les événements dramatiques de Ghardaïa traduisent cet état de fait et témoignent de la gravité de la crise sociale et la possibilité de sa dérive communautaire. Les offres de services des ex-ministres et autres Premiers ministres, ainsi que la centaine de candidats issus souvent de la clientèle du régime, se réclament tous du même dogmatisme libéral. La candidate du PT s'est, malheureusement, piégée par ses positions opportunistes vis-à-vis de Bouteflika et par ses attitudes inquisitoires vis-à-vis des luttes sociales.

Pourtant, les mobilisations permanentes des masses populaires à travers les grèves des travailleurs et les luttes syndicales pour l'amélioration du pouvoir d'achat et la défense du secteur public, les

luttres des chômeurs et des travailleurs précaires du pré emploi pour l'emploi, les mobilisations locales quotidiennes des citoyens pour l'amélioration des conditions de vie, ne se comptent plus. Cette résistance sociale quotidienne dans toutes les wilayates du pays a contredit la propagande sur « *indjazates Bouteflika* », a imposé relativement le report de certaines décisions libérales et antipopulaires et elle exige aujourd'hui une alternative politique démocratique, anti libérale et capable de satisfaire les revendications sociales de notre peuple.

La présidentielle d'avril ne constitue pas pour les masses populaire une échéance crédible, démocratique et transparente. Le PST ne participera pas à cette mascarade et décidera des formes à donner à cette position. Le PST appelle à l'élection d'une assemblée constituante représentative des travailleurs, des chômeurs, des femmes et de tous les opprimés. Une assemblée constituante qui inscrira dans une nouvelle constitution les aspirations démocratiques et sociales de la majorité des algériens et des algériennes et consacrera la souveraineté populaire.

La Direction nationale du PST

Alger, le 14 février 2014
